

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE (*)

EXPOSÉ DES DOCTRINES ANARCHISTES

par

SAVERIO MERLINO

Bien que le directeur de cette revue (1) me permette d'y exposer librement les principes anarchistes - ce dont je me fais un devoir de le remercier, - la nature même de la publication où mon étude apparaît, m'impose une grande brièveté. Je suis donc obligé de passer sous silence les théories latérales d'ailleurs très connues des mutualistes américains, des collectivistes anarchistes espagnols, de Most et autres, pour m'en tenir à la doctrine communiste-anarchiste, qui est la dominante et, selon moi, la plus foncièrement anarchiste. Pour les renseignements nécessaires, j'ai assurément puisé aux sources; mais je ne me tiens pas obligé de reproduire fidèlement tel ou tel autre système préconisé.

Pour passer de sa phase critique à sa phase organique, le socialisme scientifique moderne avait à résoudre trois problèmes concernant l'organisation de la société future: 1- qui organisera le travail et les satisfactions; 2- d'après quel criterium telle organisation sera faite; et 3- comment sera réglée la participation de chaque individu aux travaux et aux jouissances?

Trois écoles se sont formées sur ces questions: l'école communiste autoritaire, l'école mutuelliste collectiviste et l'école anarchiste communiste.

A la première question - qui organisera le travail et les satisfactions dans la société future?, - les communistes autoritaires ont répondu que ce sera l'État; - les mutuellistes collectivistes ont avisé que les collectivités de travailleurs se chargeront de la besogne au moyen des délégués, administrateurs ou fonctionnaires, - les anarchistes enfin ont appelé l'individu libre dans le groupe libre à la gestion de ses propres affaires.

Comme règle des rapports entre les sociétaires, les communistes n'avaient que la loi ou les décisions de l'Administration centrale, les mutuellistes collectivistes prônaient l'égal échange et la juste rémunération du travail; les anarchistes l'établissent dans la solidarité des intérêts et dans la libre entente entre travailleurs.

Quant à la part que chaque individu prendra dans l'actif et dans le passif de la production, - la formule du communisme autoritaire était: à chacun selon ses besoins; - la formule collectiviste fut: à chacun selon ses œuvres; - les anarchistes leur ont opposé l'organisation rationnelle et proportionnelle des besoins pour tous les membres de la société.

Le communisme autoritaire, même dans sa forme moderne, est vieux, d'un siècle à peu près. Le collectivisme, annoncé d'abord par Collins, s'affirma dans le fait au sein de l'*Internationale* comme un communisme limité aux produits du travail, tempéré par l'infusion de je ne sais quelle dose d'économie politique dans ses veines, une conciliation, un amalgame de Marx et Proudhon.

L'origine de l'anarchie se perd dans le tumulte de la scission qui hâta la dissolution de l'*Internationale*. Proudhon en politique, en économle Tchernychewsky - dont la critique de l'économie politique fut autre-

(*) Cette étude a été publiée dans les éditions du *Réveil socialiste-anarchiste*, Genève, n°2, 5, 7, 8, et 9, des 21 juillet 1900, 1^{er} septembre 1900, 29 septembre 1900, 13 octobre 1900, et 27 octobre 1900. La date de première parution ne nous est pas connue. Elle est antérieure à 1897, date à laquelle MERLINO est devenu social-démocrate. (Note A.M.).

(1) *Journal des Économistes*.

ment large et scientifique que celle faite au point de vue exclusivement économique de Marx - en furent les précurseurs. Bakounine et ses amis n'avaient pas au début d'idées arrêtées; ils étaient proudhoniens, marxistes et collectivistes à tour de rôle. Au Congrès de la *Ligue de la Paix* à Berne, Bakounine fit sa profession de foi: «*On m'accuse d'être communiste, je ne le suis pas. Je suis collectiviste: je demande l'abolition de l'hérédité*». Plus tard les membres de la *Fédération jurassienne* protestent de la «*sincérité passionnée avec laquelle ils étudiaient les diverses théories socialistes*», et ajoutent naïvement: «*Nous rêvions une synthèse, où Marx et Proudhon nous donneraient la main*» (2). Tout ce qu'on savait dans l'*Internationale* de la physionomie que prendrait la société future, c'était que «*peut-être elle ne serait que l'Internationale universalisée, étendant son action à toutes les forces sociales et réglant, par tous et pour tous, l'exploitation et l'emploi des richesses humaines*» (3), ou bien - comme disaient les anarchistes - l'union universelle de libres associations tant agricoles qu'industrielles (4).

Les anarchistes appuyèrent sur l'autonomie des groupes, sur la destruction complète de l'État et sur l'entente qui s'établirait entre les hommes à la suite de l'abolition de la propriété individuelle.

Mais ce qui les caractérisa surtout, ce fut le culte qu'ils avaient pour l'*Idéal*, - un sentiment qui n'est pas incompatible avec la poursuite d'un but d'amélioration matérielle comme, à défaut d'autre exemple, l'histoire du libre échange suffirait à le prouver. Ils avaient le pressentiment que «*quelque chose de vraiment grand allait se passer au monde*», un changement complet de la société, un *renovatio ab imis fundamentis* (*). Cela explique leur enthousiasme irrésistible, leur dévouement à toute épreuve et leur immense succès dans les pays jeunes, en Italie, en Espagne et en Russie.

Cherchant à approfondir la conception de la société future, à mesure qu'ils avançaient dans ce chemin, ils s'éloignaient des théories économiques de Marx et Proudhon. Ils commencèrent par nier la déterminabilité de la part de chaque travailleur aux produits finals de travaux concomitants et successifs; de là ils furent amenés à objecter à la distinction entre instruments de production et produits. Ils abandonnèrent «*sans regret*» aux socialistes autoritaires, successivement: les «*bons de travail*», les «*services publics*», l'«*égal échange*», enfin le collectivisme tout entier; ils se dirent communistes et révolutionnaires, tandis que les autres, marxistes, blanquistes et proudhoniens, devinrent à leur tour collectivistes et finirent, en Allemagne déjà en 1875 (à Gotha), en France plus récemment, par devenir *lassalliens*, c'est-à-dire parlementaires.

Les *collectivistes* (la presque totalité des socialistes autoritaires) conçoivent la transformation économique de la société actuelle comme affectant exclusivement la distribution des produits du travail: la propriété et le mode de production sont, d'après eux, déjà en grande partie socialisés; et ils citent comme exemple ces grandes compagnies industrielles, où vainement on cherche à voir fonctionner ce ressort de l'intérêt individuel.

Pour les anarchistes (communistes), la transformation sera bien autrement radicale: tout le cadre de la société changera par le seul fait qu'à la production pour un profit succédera la production pour la satisfaction des besoins directs des producteurs associés.

A peine, disent ils, l'intelligence humaine peut concevoir la révolution que ce simple changement d'objectif provoquera dans le travail, dans les besoins, dans les rapports entre les hommes et entre les peuples. Ou, ce qui revient au même, à peine peut-on imaginer à quel point le système capitaliste, la chasse au profit, pervertit les «*voies et moyens*» naturels de la production.

(2) Mémoire présenté par la *Fédération jurassienne de l'A.I.T.*, à toutes les Fédérations de l'*Internationale*, Sonvilliers, 1873, p.82.

(3) *L'Internationale, son histoire et ses principes*, par B. Malon, Lyon, 1872, p.13. Voir aussi le dit *Mémoire*, p.129 et 132 des documents.

(4) Programme de l'Alliance fondée par Bakounine.

(*) Le renouvellement de bas en haut. (*Note A.M.*).

La production domine aujourd'hui la consommation, le commerce tyrannise la production; et la banque tyrannise le commerce. L'industrie suffoque, obstrue l'agriculture; le capital opprime le travail. Tout le plan économique est ourdi d'après le principe de la prééminence de l'intérêt capitaliste.

On s'aperçoit de cette vérité lorsqu'on observe les contrastes frappants que présente l'organisation économique actuelle: les champs incultes et le travailleur manquant de nourriture; les industries domestiques en décadence et les paysans manquant de travail pendant une moitié de l'année; les pays transformés en de vastes solitudes interrompues par de monstrueuses agglomérations de population, au milieu desquelles la misère, les vices et les crimes germent et se reproduisent à perpétuité. Observez encore la localisation, spécialisation et concentration à outrance d'industries qui ne dépendent pas de situations spéciales, et pourraient pourtant bien être disséminées sur toute la surface d'un pays; la manie de grandeur dont sont saisis la production et surtout le commerce, les «*trusts*» et ces engorgements simultanés des marchés et les vides épouvantables, les crises terribles qui s'en suivent. Notez, autres causes de secousses et de déperdition de forces, la quantité énorme de valeurs fictives, éphémères (de position et autres) dérivées de la mauvaise direction imprimée à l'économie; les faux frais de réclame et de transport, les fraudes de fabrication, etc... Enfin le capital d'un pays assujéti à la direction d'un petit nombre d'individus, dont les intérêts, les caprices, les accidents de fortune peuvent entraver considérablement et parfois paralyser tout à fait le mouvement industriel et commercial (Walker (*)); le consommateur à la merci du producteur et tous les deux, séparés comme ils le sont parfois de la moitié de la circonférence du globe, à la merci d'innombrables intermédiaires; conséquemment les crimes de la spéculation, les paniques artificiellement provoquées, le monopole renaissant de ses cendres, surgissant, plus puissant et outreuidant que jamais, au sein de la concurrence même.

Considérons de plus près le fait capital de l'organisation, de la consommation. La consommation est hors de toute mesure et proportion avec le travail. Tel homme qui passe sa journée à fumer, causer et se faire traîner en voiture, dîne six fois pendant douze heures, et les mets les plus délicats lui sont réservés; tandis que le travailleur, le malade, sont laissés dans la pénurie de toute chose nécessaire. L'ouvrier doit donner en travail ce qu'il ne reçoit pas en nourriture; rien d'étonnant si son budget animal présente un déficit, qui s'accroît d'année en année jusqu'à aboutir à la mort d'inanition. Des enfants à demi-affamés deviennent des hommes faibles; pourtant ils sont appelés aux travaux les plus durs et les plus abrutissants. Toutes ces irrationalités du système de l'alimentation, qui engendrent une déperdition énorme de forces sous forme d'improductivité du travail, de maladies, de crimes, etc..., seraient corrigées en système communiste, car alors nous serions aussi intéressés à voir nos compagnons de travail bien nourris qu'à être bien nourris nous-mêmes. De même pour le logement. L'ouvrier aujourd'hui est logé au gré de son maître, condamné au voisinage de l'usine, retenu dans les milieux peuplés et infects de nos grandes villes, refoulé des quartiers qui deviennent *fashionables* (**), comme le barbare des territoires que la «*civilisation*» envahit. Dans la société communiste, n'y ayant plus de capitalistes intéressés à gagner 20% sur les taudis loués à des pauvres gens, ni des *Model Lodging House Companies* (***) spéculant sur la prostitution des locataires, on pourrait donner à chaque homme, chez lui ou à l'usine, le volume d'air oxygéné nécessaire à la respiration. De beaucoup plus grande la révolution se produira dans l'agriculture; où il y a à réduire des immenses étendues de terre, à donner valeur à chaque pouce de sol et égaliser autant que possible, par le travail, la productivité des terrains les plus différentes, à utiliser les eaux comme forces industrielles et agricoles, à rectifier les cours des fleuves et torrents, à parer à la destruction des forêts, à laquelle pousse l'intérêt individuel du propriétaire, et à apporter d'importantes améliorations dans l'élevage du bétail et dans toutes les industries agraires. Par l'effet de cette révolution économique devant laquelle les idées les plus outrées que nous nous faisons des bouleversements politiques pâlisent, les industries se disperseront sur tous les pays, des fabriques surgiront, au milieu des champs, la ville se répandra, pour ainsi dire, dans la campagne, les maisons s'entoureront de potagers, comme aujourd'hui les grandes villes, de nouvelles voies sillonneront les terri-

(*) Peut-être s'agit-il de Francis Amasa WALKER, économiste et statisticien américain, (1840-1897), superintendant des recensements fédéraux américains de 1870 et 1880. (Note A.M.).

(**) Bien à la mode. (Note A.M.).

(***) Sociétés de gestion de *maisons modèles*. (Note A.M.).

toires, et un échange plus utile que celui des marchandises, un échange d'idées et une correspondance de sentiments fraternels et de services s'établiront entre tous les groupements d'une région et au delà. Chaque nation (région) ayant son propre agriculteur et artisan; chaque individu travaillant au champ et à quelque art industriel, chaque individu unissant des connaissances scientifiques avec la connaissance d'un métier (5), - telle est l'intégration économique préconisée par les anarchistes, intégration qui est *in visceribus* (*) de la société actuelle (6).

Le collectiviste fonde son système sur l'échange; c'est, selon lui, par l'échange que le travailleur se fournirait des objets dont il a besoin. Il s'efforce partant de trouver la mesure des échanges, la moyenne proportionnelle entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail pénible et le travail léger, entre le travail heureux et le travail infortuné, entre le travail immédiatement productif, et le travail dépensé en essais, etc... Il fait mouvoir tout le mécanisme de la production par le ressort de l'intérêt individuel; si l'individu est satisfait, si ses bons de travail lui procurent la quantité des choses qu'il peut consommer, son intérêt à travailler s'arrête et avec lui peut-être tout le mécanisme de la production.

Pour la remettre en mouvement il n'y a qu'une faible ressource: augmenter l'offre des bons tout en limitant l'accumulation. C'est le système imaginé par Kautsky pour les travaux pénibles.

Nous concevons la société future en dehors de toutes les règles de l'économie politique et l'arithmétique capitaliste. L'échange, la rémunération, la répartition des produits selon les œuvres, la recherche du criterium exact pour attribuer *unicuique cuum* (**), c'est l'utopie d'aujourd'hui. On ne peut pas évaluer ce qui revient à chaque individu dans le produit variable et indivisible du travail collectif. Ni l'économie politique, ni Marx ne sont parvenus à objectiver la valeur, qui est un rapport se formant, cas pour cas, entre une chose et un besoin. Là où la production est collective, la rémunération du travail ne peut qu'être collective et organisée en guise de satisfaction des besoins.

Nous ne voulons pas dire que tout le monde devra s'habiller de la même façon et manger à la table commune, mais dans la société communiste, le besoin de chaque membre de la collectivité est considéré comme d'intérêt social. Le rationnement et la «*prise au tas*» sont les deux extrêmes de la consommation; on se tiendra également loin de l'un et de l'autre. Les besoins seront prévus, le travail organisé pour les satisfaire. La solidarité stimule le sociétaire au travail au-delà de la limite désignée par l'intérêt strictement individuel.

On rédigera, sans doute, des statistiques, mais les commissions de statistique ne dicteront pas la loi. Les sociétaires, éclairés sur leur situation, géreront leurs propres affaires et intérêts. Déjà aujourd'hui les ouvriers revendiquent ce qu'on est convenu d'appeler la «*direction économique du travail*» et ils ne se tirent pas mal d'affaire (exemple, les sociétés de terrassiers en Italie). Rien ne s'oppose donc à ce qu'on pense qu'ils s'entendront librement, se constitueront en associations libres, fondées sur l'identité réelle des intérêts et sur les avantages de la coopération et régleront, d'accord pour l'avantage commun, l'emploi des moyens et forces de travail.

Qui fera la belle besogne? Le plus apte. Qui exécutera les travaux plus pénibles ou moins attrayants? Le plus fort ou qui voudra. Qui boira le champagne ou mangera les poulets? Le malade probablement, peut-être le gourmand; tandis que l'artiste, le savant, se procureront d'autres plaisirs (voyages, etc...). Où

(5) Kropotkine, *The breakdown of our industrial system*, Nineteenth Century, avril 1888.

(6) Que l'agriculture, l'industrie et le commerce ne progressent en tout pays que «*pari passu*» (**), en se donnant la main, en s'intégrant réciproquement, cela est affirmé maintenant par les économistes et hommes d'État italiens, et apparaît très clair à quiconque examine les conditions économiques de ce pays. Nous sommes bien loin de la division des nations en agricoles, manufacturières et commerçantes.

(*) *Dans les entrailles.* (Note A.M.).

(**) *Pas-à-pas.* D'un dialecte italien non déterminé, cette expression est celle actuelle du dialecte corse. (Note A.M.).

(***) *A chacun son goût.* (Note A.M.).

s'arrêtera le travail? Où commence le besoin du repos, de l'étude, etc... Le besoin est limité à soi-même, un besoin l'est par l'autre. Les besoins moraux, bien entendu, entrent en ligne de compte. Où s'arrêtera la division du travail? Où elle commence à entamer l'énergie et l'intelligence du travailleur...

Néanmoins, les rapports des sociétaires peuvent être déterminés *pro-tempore* (*) par des pactes librement contractés et révocables, réglant par exemple la durée du travail, l'usage de la matière première ou des machines, l'emploi des produits et les modes de satisfaction des besoins, voire même les conditions de résiliation de l'association. La liberté, dans laquelle ces pactes auront été contractés, et la communauté d'intérêts qui subsisterait toujours entre les contractants seraient garanties suffisantes pour leur exécution.

Entre les groupements - qui seraient constitués sur une base assez large pour qu'ils pussent être indépendants, et pour que l'entente entre eux fût libre et équitable - un échange complémentaire pourrait avoir lieu, pour les produits d'industries adhérentes à des localités particulières, telles que les industries extractives, transports, construction des navires, etc. Mais, comme dans l'organisation de l'économie actuelle la production marchande domine et assujettit à ses règles toute production faite dans un but particulier, de même, ou plutôt vice-versa, dans la société future la production directe pour la consommation dominerait celle pour l'échange et lui imprimerait une direction conforme à son esprit. L'échange serait une forme d'association ou se convertirait en association, c'est-à-dire qu'il ne serait pas déterminé par le quantum de travail incorporé dans les choses ou autres mesures de la valeur, mais par le principe de réciprocité des services. Il y aurait l'unification de deux besoins: le travail de chaque échangiste serait organisé aussi en vue du besoin de l'autre, et le produit serait commun. La libre entente des intérêts réglerait même ces cas exceptionnels. En conclusion, la détermination des rapports entre travailleurs, l'organisation du travail et des satisfactions, la forme et les modalités de l'association, les rapports entre les groupements seraient remis à la libre entente des travailleurs mêmes, au jeu de leurs intérêts concordants, de même et à plus forte raison, que dans la société actuelle les arrangements correspondants sont laissés à la libre lutte, au jeu des intérêts discordants des classes, dans lesquelles elle se partage. Ou, pour simplifier la comparaison (7), si les capitalistes aujourd'hui, malgré l'inégalité qui règne parmi eux et la contradiction de leurs intérêts, parviennent à s'entendre (comme dans l'exemple qu'on a souvent cité des compagnies de chemins de fer) pour donner une certaine continuité à la production et une unité au système économique, il est à présumer que les ouvriers de la société future sauront au moins en faire autant même au cas où des inégalités ou plutôt des variétés de goûts, de situations et de manières de voir, survivraient ou se manifesteraient chez eux.

Car, nous ne prétendons pas qu'on passera d'emblée dans le meilleur des mondes possibles; mais nous ne voyons pas pourquoi nos adversaires exigent de nous la perfection, qui est si loin du système qu'ils défendent. Nous ne prétendons pas que tout le monde jouira du même degré de bonheur, que tous les individus seront également sages et seront influencés au même degré par le sentiment de solidarité, ni que toutes les situations et emplacements seront également favorables. Nous ne rêvons pas l'uniformité absolue des groupements, le développement égal des individus, l'égalisation des climats ou le nivellement des tailles des hommes.

Nous ne préconisons pas non plus la quiétude universelle. La solution sociale s'opérera, non plus par la guerre commerciale ou politique, mais par l'éducation, par l'émulation, par l'association qui succédera à la lutte comme force motrice du progrès.

(*) *Pour un temps donné. (Note A.M.).*

(7) On a cité aussi les sociétés géographiques, la *Croix-rouge* et d'autres associations privées dont l'action est très considérable. Nous pouvons assurer un autre exemple. A l'explosion de l'épidémie cholérique à Naples en 1884, ce fut un désarroi général dans les sphères officielles: fonctionnaires et médecins de la ville désertèrent leurs postes et suivaient dans l'exode toute la population aisée. Les malades succombaient faute de soins: les cadavres restaient plusieurs jours sans sépulture. L'extrême du mal donna l'énergie pour le remède. Des groupes de volontaires surgirent sous différentes dénominations, *croix-blanche*, *croix-verte*, *reduci* (**), *sociétés de secours pour les ouvriers*, etc... On ne se mit à disputer ni sur l'origine, ni sur le traitement de la maladie ni enfin sur la meilleure organisation à se donner, on quêtait de l'argent, on acheta des vivres, des couvertures, des médecines. Des médecins privés vinrent offrir leurs services et beaucoup qui n'étaient pas médecins acquirent en quelques jours les connaissances nécessaires pour apporter les premiers secours en cas de besoin. Enfin, on parvint à dompter le mal sans l'intervention de l'autorité et avec les moyens les plus limités.

(**) *Vétérans. (Note A.M.).*

Nous résumons nos revendications au point de vue de l'individu:

1- Intégration économique de l'homme, aujourd'hui un être fragmentaire, parcellaire, maître ou esclave, tête ou bras, possédant des choses dont il n'use pas en travaillant, ou usant dans le travail de choses qu'il ne possède pas; alimentant les autres sans se rassasier lui-même ou vivant du fruit du travail d'autrui, - intégration économique de l'homme, donc par la confusion (dans le sens juridique) des qualités de producteur et de consommateur dans chaque individu, et par la mise des moyens de production à la disposition de tous les travailleurs;

2- Intégration intellectuelle du travailleur, par la réunion du travail manuel et de l'intellectuel, de l'industriel et de l'agricole, et par la variété des occupations, de manière à mettre en jeu et tenir constamment en exercice toutes les facultés humaines (culture intensive de l'être humain);

3- Intégration morale de l'homme, satisfaction de tous les besoins moraux et matériels, liberté et incoercibilité des actes de l'individu, épanouissement de l'existence, plénitude de vie pour tous les hommes;

4- Intégration politique et sociale de l'homme complétée par l'association, et l'intégration de l'humanité par la rentrée des *outcasts* (*) dans la sphère de la civilisation;

5- Enfin, progrès continu par l'association, non lutte perpétuelle, ni progrès par bonds et réactions - comme aujourd'hui, - progrès et amélioration d'un côté, recul et ruine de l'autre.

On voit que l'apport de l'anarchisme dans l'évolution de la pensée et de la société est l'idée de l'homme, de son intégration, de ses besoins, de ses forces inexplorées, de sa capacité infinie de développement, de sa sociabilité, de ses liaisons multiples avec ses semblables et le monde extérieur.

Cet homme compte-t-il pour quelque chose dans le régime actuel? Assurément non.

En économie, on abstrait de lui, de ses qualités, des mobiles variés de son action, de son véritable bien-être; on en fait une machine à produire et à accumuler de la richesse. Si c'est un capitaliste, on lui demande l'économie politique à la rigueur, on lui demande de poursuivre ce but, de faire converger tous ses efforts à ce seul objectif, de ne pas se reposer, d'épargner, de s'abstenir jusqu'au lit de mort pour entasser de la richesse. Le capitalisme ne doit pas avoir d'entrailles pour les souffrances de son prochain, il doit fermer les yeux sur la misère de l'ouvrier, il doit profiter de l'invention mécanique et de l'augmentation de la population, stimuler les goûts malsains du consommateur, tâcher de produire au plus bas prix, en prolongeant la journée et en intensifiant le travail de l'ouvrier, en embauchant des femmes et des enfants; il doit entreprendre toutes les affaires lucratives, usure ou agiotage, jeu ou prostitution, enfin, il doit se déshumaniser, pour être un capitaliste idéal, un capitaliste parfait. Le commerçant à son tour doit se proposer le même objectif, et pour l'atteindre, profiler des chances que lui offre la concurrence, de la famine et de la guerre, des vices des uns et de la misère et de l'ignorance des autres, appeler à son aide la spéculation, à laquelle les économistes ont assigné une fonction économique et connue, une vertu modératrice des oscillations des marchés, répandre continuellement des bruits de guerre imminente ou de mauvaise récolte, faire le vide sur les marchés, fonder sa fortune sur la ruine de ses compétiteurs. Enfin, capitaliste et marchand, l'homme aux écus, le personnage dont le seul mobile est de faire fortune et de l'accroître à l'infini, une fortune qu'il n'absorbe pas, qui est plus forte que lui, qui ne fait que passer par ses mains. Le prototype du capitalisme aujourd'hui est le gérant de ces compagnies anonymes, être inanimé, sans existence réelle, des *nomina juris* (**), vraies machines à plus-value.

Faut-il dire maintenant combien l'homme est supprimé aujourd'hui dans le travailleur? Faut-il rappeler les millions d'êtres jetés en pâture à la machine, sans égard pour leur vie? Le travail parcellaire et son influence sur la santé et sur le développement de l'intelligence du travailleur? L'immoralité forcée, à laquelle sont voués les filles et les jeunes hommes travaillant dans les mines, aux rizières et dans les grandes usines? Faut-il parler de l'insouciance systématique pour les besoins du travailleur, de l'air qu'il respire, de la nourriture qu'on lui fait avaler, du chenil où il moisit? Qui peut calculer les trésors de talent, d'énergie, de

(*) Parias, lumpens, proscrits, bannis... (Note A.M.).

(**) Littéralement: *Qui n'ont de nom que par la loi*: impersonnelle, personnalité morale... (Note A.M.).

génie artistique et scientifique, qui sont gaspillés de la sorte, dont la source même est tarie? Le mal que nous faisons par notre boulimie d'or aux générations à venir? On croit avoir dit le dernier mot en économie en sentenciant: le salariat est le système qui permet l'accumulation des capitaux et de la richesse dans la société. La première condition d'une bonne production est un homme sain, intelligent et agissant pour son propre intérêt. La production pour la satisfaction des besoins sera autant supérieure au travail du salarié, que le travail du salarié l'a été au labeur du serf et de l'esclave.
